

CIta LAtina

La lettre de l'Amérique Latine

Numéro 8 I Avril 2017

EDITO



bar-zing.blogspirit.com

La France, et l'Europe grâce à elle, sont sud-américaines. Alors qu'une partie de son territoire se bloque, figée dans les vestiges de logiques bananières datées, elle est incapable de proposer une véritable alternative, un projet, une vision à une Guyane qui hurle par sa colère, son amour d'appartenir à la République.

Comment ne pas pourtant voir l'énorme opportunité que représente ce territoire ultramarin, carrefour géographique des mondes hispanophone et lusophone?

Pourquoi donc ne proposer pour toute activité qu'un terrain (précieux) d'entrainement de nos forces armées et un écrin au fleuron de notre conquête spatiale?

Ne peut-on pas imaginer par exemple un statut particulier plutôt que des subventions avec l'objectif de construire un hub régional concurrent du Panamá qui serait la voie privilégiée des compagnies françaises et européennes vers l'Amérique latine?

Il faut ainsi bien investir, dans les infrastructures, dans l'éducation, dans l'aménagement du territoire. Il s'agit là d'une région pleine d'atouts, à développer plus qu'à perfuser.

Tout cela procède de décisions véritablement ambitieuses, assumées et d'un changement de mentalité de la part d'une classe politique et diplomatique française plus habituée à regarder vers l'Asie, l'Afrique ou le Moyen Orient que vers les littoraux extrêmes-occidentaux.

Compatriotes guyanais continuez à réclamer cette ambition, vous y avez droit!

Pierre MAREY-SEMPER
Vice-président en charge des études de l'ANAJ-IHEDN
Responsable du comité Amérique latine de l'ANAJ-IHEDN

Sommaire



L'Amérique latine, une terre d'asile pour les réfugiés syriens ?



Daniela MICHELENA KLAPPER - Comité Amérique latine l'ANAJ-IHEDN, auditeur jeune de la 79e session, Besançon 2013.



Un réfugier syrien portant son fils, Place de l'Indépendance à Montevideo.

Le conflit syrien débute le 15 mars 2011 à la suite des manifestations inspirées par le climat révolutionnaire incité par le Printemps arabe. Les manifestations se sont multipliées partout dans le pays, réclamant des réformes démocratiques et la démission du président Bachar el-Assad. La révolte s'est progressivement transformée en une guerre elle-même de plus en plus violente en raison des affrontements entre les différentes factions locales, de l'offensive armée gouvernementale et de l'apparition de nouveaux acteurs dans cette crise – notamment les groupes djihadistes et la coalition internationale. Le conflit est entré dans sa sixième année, donnant lieu à la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Face à l'ampleur du drame, les pays d'Amérique latine ne sont pas restés sourds aux appels d'urgence lancés par la communauté internationale.

Leurs réponses de solidarité se sont vite multipliées à travers le continent afin de pouvoir accueillir les personnes qui ont fui la guerre. Plusieurs dirigeants sud-américains ont annoncé une politique migratoire plutôt généreuse, malgré les défis auxquels font face les pays de la région.

C'est notamment le cas du gouvernement du Brésil, qui a adopté en 2013 un programme qui vise à octroyer des visas humanitaires aux personnes affectées par le conflit syrien. Avec 2 298 réfugiés syriens le Brésil est, selon le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) de l'ONU, le pays d'Amérique latine qui accueille le plus de réfugiés syriens dans la région. En mars 2016, le gouvernement de Dilma Rousseff avait entrepris des négociations avec l'Union européenne afin d'accueillir 100 000 réfugiés syriens d'ici 2021, confirmant la politique des « bras ouverts » mise en place par son gouvernement en 2015. Cependant, sa destitution à la suite d'une affaire de corruption et du marasme économique a fait basculer la politique migratoire brésilienne. Avec une vision restrictive de la sécurité intérieure et frontalière, le nouveau président par intérim, Michel Temer, a suspendu les négociations avec l'Union européenne, remettant en cause les actions d'accueil en faveur des réfugiés initiées par l'ancien gouvernement.

Un autre gouvernant de la région, l'argentin Mauricio Macri, a annoncé son intention de recevoir 3 000 réfugiés syriens avec la coopération et le soutien technique de la Commission européenne. En outre, un programme spécial de visas humanitaires a également été mis en place en 2014 par l'ex-présidente Cristina Kirchner, permettant l'accueil de 1 000 Syriens. Mais cet élan de solidarité est bien calculé par le gouvernement argentin. La ministre de la Sécurité Patricia Bullrich a révélé que les réfugiés syriens seront surveillés et leur identité vérifiée dans les bases de données d'Interpol et d'Europol afin d'éviter une infiltration terroriste, en ajoutant que l'Argentine n'était pas à l'abri d'une attaque.

L'Uruguay a aussi proposé son hospitalité avec la mise en place en 2014 d'un programme humanitaire sous la présidence de José Mujica.





Le gouvernement avait planifié l'arrivée de 120 personnes en 2 vagues. Au total, 5 familles syriennes, soit 42 personnes, sont arrivées fin 2014. Cependant, ces familles ont rencontré des difficultés économiques et d'intégration, les conduisant à exprimer, dans une manifestation devant le siège de la présidence de la République à Montevideo, leur désir de quitter le pays et de retourner dans un camp de réfugiés au Liban. Beaucoup de questions se posent autour de l'avenir de ces familles pour faire face aux éventuelles difficultés de logement, d'emploi et d'adaptation linguistique.

Au Venezuela, le président Nicolas Maduro, allié du président syrien Bashar Al-Assad, a exprimé sa volonté d'accueillir 20 000 réfugiés syriens. Toutefois, selon Elsa Cardozo professeure de Relations internationales à Caracas, cet acte de solidarité chercherait à masquer les dégâts causés par les expulsions massives de Colombiens survenues en septembre 2015 à la frontière entre les deux pays. De plus, selon le Fond monétaire international (FMI), le Venezuela connaît l'une des pires performances économiques de la région, avec une chute de 10% du PIB et une inflation de 700% pour la fin de l'année 2016. Dès lors, l'accueil et l'intégration de 20 000 réfugiés syriens semble compromis.

Les pays d'Amérique latine se sont montrés solidaires et volontaires face à l'accueil des réfugiés syriens et leurs actions ont été saluées par la communauté internationale. Cependant, les diverses crises économiques, sociales et politiques qui touchent le continent remettent en cause la capacité réelle des Etats à mettre en place une politique d'accueil et d'intégration durable. Cette crise migratoire a dévoilé de nouveaux défis pour l'ensemble des pays latino-américains, tant au niveau sécuritaire qu'au niveau de l'intégration des nouveaux réfugiés. Ils devront repenser leur politique migratoire actuelle et stabiliser leurs crises internes afin de pouvoir remplir leurs engagements internationaux et devenir ainsi une terre d'accueil pour les nouveaux réfugiés syriens.



- Rapport du FMI, avril 2016, (en anglais): http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2016/whd/eng/pdf/wreo0416.pdf
- Perspectives des migrations internationales 2016: http://www.oecd.org/fr/migrations/perspectives-des-migrations-internationales-19991258.htm
- La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés: http://www.unhcr.org/fr/convention-1951-relative-statut-refugies.html
- Los desafíos de América Latina frente a la llegada de refugiados sirios: http://www.infobae.com/america/america-latina/2016/07/24/los-desafios-de-america-latina-frente-a-la-llegada-de-refugiados-sirios/



Dates clefs :

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) :

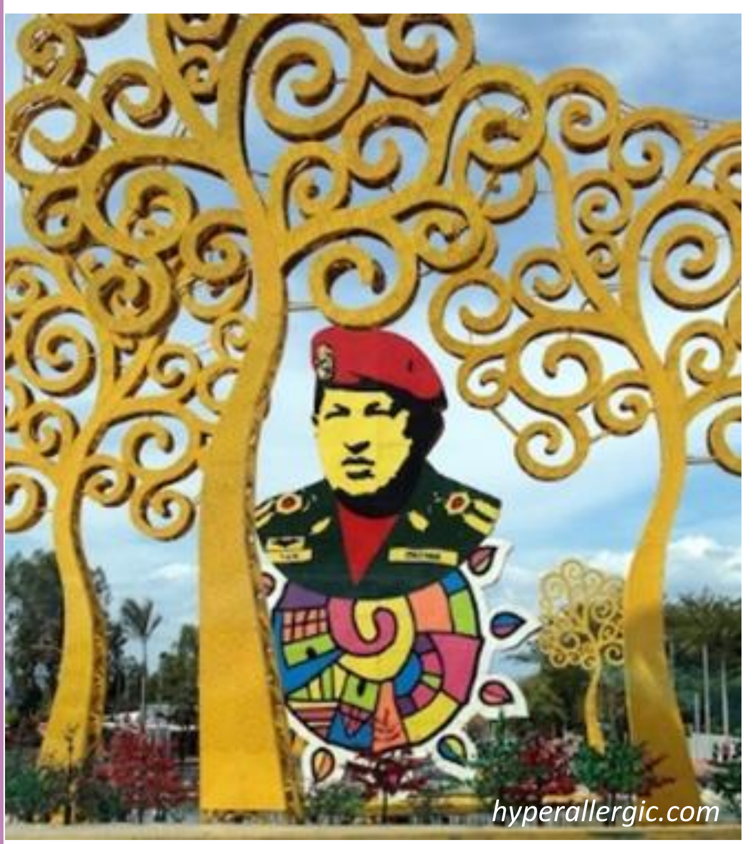
- 6,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ;
- 4,8 millions de personnes ont été contraintes de quitter le pays ;
- 1,5 million de personnes ont été blessées ;
- 250 000 personnes ont été tuées.



Nicaragua : House of Cards sous les tropiques ?



Ulrich Bounat et Mathieu Masmont - Comité Amérique latine ANAJ-IHEDN



Contrairement aux élections qui ont eu lieu aux USA, l'élection présidentielle du 6 novembre au Nicaragua fut sans surprise, Daniel Ortega étant réélu triomphalement. Néanmoins, la personnification graduelle du régime autour de Daniel Ortega et de son clan, à commencer par sa femme Rosario Murillo, fait craindre une dérive « somoziste ».

Daniel Ortega a été réélu avec 72,5% des voix . Mais le véritable événement fut l'élection de Rosario Murillo, la première dame, au poste de vice-président. Ce plébiscite en faveur du « Comandante » (Daniel Ortega) consacre les succès économiques obtenus. Si le pays reste le deuxième plus pauvre d'Amérique latine après Haïti, l'embellie est là, avec une diminution du taux de pauvreté et une hausse du PIB. Les programmes sociaux mis en place portent également leurs fruits : école et santé gratuites, au moins 35 000 maisons remises à des familles pauvres ces deux dernières années, amélioration de l'état des routes.

Sur le front sécuritaire, la situation est bien meilleure au Nicaragua que dans les pays limitrophes grâce à une police de proximité efficace et moins corrompue, qui bénéficie de la confiance de 79% de la population (enquête M&R pour Nicaragua Hoy, 26 janvier 2016).

Si, grâce à ces succès, le président Ortega bénéficie d'un vrai soutien de la population, des dérives ces dernières années font craindre une « somozisation » du pays. Véritable éminence grise, Rosario Murillo, appelée « La Chamuca » ou « La bruja » (sorcière), est désormais vice-présidente, voire, selon certains, « coprésidente ».

Elle est la voix et l'image du régime et supervise de très nombreux projets gouvernementaux, notamment sociaux. D'aucuns pensent qu'elle se positionne pour prendre la suite de son mari âgé de 71 ans et à la santé fragile. Elle remodèle le régime sandiniste à son image, New Age. Adepte du gourou Sai Baba, elle a fait passer le FSLN (Front sandiniste de Libération nationale) du rouge et noir révolutionnaires au fuchsia, et planté de nombreux « arbres de vie » à Managua .

L'accaparement des ressources du pays ne se limite pas à la Chamuca. Plusieurs des proches du pouvoir, à commencer par les enfants du couple, dirigent les principales chaînes de télévision, les compagnies pétrolières et les entreprises de BTP. Ils se sont ainsi considérablement enrichis.

Au niveau politique, l'éviction d'Eduardo Montealegre de la tête du principal parti d'opposition, le PLI (Partido liberal independiente), en juillet par la Cour suprême, suivie par celle des 28 députés du PLI considérés comme des « transfuges politiques », a sonné le glas de l'opposition, laissant le FSLN quasiment seul en course pour les élections de novembre 2016. Cela explique sans doute le taux d'abstention, dans une élection où les experts internationaux ont été interdits par le régime, après leurs critiques sur l'élection de 2011.

Au niveau économique, le tarissement de la manne vénézuélienne via le programme PetroCaribe, qui fournit du pétrole à prix cassé, fait craindre le pire. Les prêts ont diminué de 37% au premier semestre 2016, alors qu'ils servent à 38% à financer les constructions de logements sociaux.





De même, le super projet de canal transocéanique, évalué à 50 milliards de dollars américains et remporté sans appel d'offre par la société du magnat des télécoms chinois Wang Jing en 2013, semble au point mort. Alors que ce projet devait générer 200 000 emplois, les travaux n'ont toujours pas commencé et la solidité financière de Wang Jing reste discutée. Beaucoup craignent que ce projet ne serve qu'à exproprier à bon prix les paysans pour des projets immobiliers et à collecter de juteuses rétro-commissions. L'expulsion de plusieurs journalistes et experts étrangers enquêtant sur le sujet, comme Evan Ellis (professeur d'études latino-américaines au US Army War College Strategic Studies Institute), n'est pas faite pour lever les inquiétudes. Evan Ellis a été exclu en juin 2016 parce qu'il ne disposait pas d'autorisation officielle pour réaliser des investigations sur le canal interocéanique comme le relate journal nicaraguayen Confidencial (15 juin 2016).

Les dérives népotiques et autoritaires du régime ont entraîné aux Etats-Unis l'adoption par la Chambre des représentants du Nica Act en septembre 2016. Il vise à restreindre la coopération entre les USA et le Nicaragua et à user du droit de veto des USA dans les organisations internationales (Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement, entre autres) pour bloquer le financement des projets dans le pays, à hauteur de 300 millions de dollars en 2015.

Faut-il en conclure que le Nicaragua vit « un film que nous avons déjà vu et nous savons comment le film se termine. Il se termine mal, et que l' « orteguisation » du Nicaragua suit la même pente que le somozisme ? Il est trop tôt pour le dire mais le tarissement prévisible de la manne vénézuélienne et internationale fait en tout cas peser la crainte d'un raidissement du régime, comme en témoigne la place de plus en plus importante accordée aux forces armées : l'armée bénéficie de fortes hausses budgétaires avec l'achat de tanks et d'avions, et Ortega s'est vu décerner le titre de chef suprême de la police.

A lire également

- El origen del poder de Ortega: http://www.laprensa.com.ni/2016/07/17/suplemento/la-prensa-domingo/2068840-el-origen-del-poder-de-ortega
- Le Nicaragua vit sous le mauvais oeil de "sa diablesse": https://www.letemps.ch/monde/2016/11/03/nicaragua-vit-mauvais-oeil-diablesse
- Reportages sur le canal du Nicaragua (en espagnol): https://idl-reporteros.pe/tag/canal-de-nicaragua/



Points clefs

- Nombre de mandats de Daniel Ortega : 4 (troisième mandat consécutif depuis 2006).
- Popularité du président Ortega : 67,3% des nicaraguayens approuvent la gestion du président Ortega (étude M&R Concsultores cité par telesurtv.net, 23 juillet 2016).
- Le ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national est passé de 42,5% (2009) à 29,6% (2014) (Banque mondiale)
- Croissance du PIB : 4% en moyenne depuis 2000, soit le plus important d'Amérique centrale (Direction générale du Trésor, France).
- Taux d'homicide : 8 pour 100 000 en 2015 soit le taux le plus bas d'Amérique centrale selon la Police nicaraguayenne (reprise par *La Prensa*, http://www.laprensa.hn/mundo/998417-410/la-tasa-de-homicidios-en-nicaragua-baja-de-86-a-8-por).



Les enjeux sécuritaires du post-conflit colombien : vers un remodelage du crime organisé ?



David TEXIER - Comité Amérique latine ANAJ-IHEDN, auditeur jeune de la 84e session, Lyon 2014.



3.bp.blogspot.com

L'accord signé le 26 septembre dernier entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et l'état-major des FARC avait pour objectif de mettre un terme à plus de 50 ans de guerre civile. La fin anticipée du conflit pose la question centrale de la démobilisation et de la réinsertion des groupes armés de type FARC. La prédominance du trafic de drogue fait cependant craindre une démobilisation fragmentée des insurgés et un émiettement des groupes criminels. L'hypothèse semble d'ailleurs se confirmer actuellement.

Dans sa déclaration du 19 novembre 2016, le président colombien Juan Manuel Santos a en effet reconnu, pour la première fois, que d'autres groupes criminels prennent progressivement le contrôle des territoires précédemment sous la coupe des FARC. Ce risque avait d'ailleurs été anticipé de longue date par certains observateurs. La nouvelle donne affecte toutes les régions du pays et découle du « cessez-le-feu définitif » décrété par les FARC le 28 août 2016 à minuit et de la mise en place des « zones de concentration » destinées à faciliter la démobilisation. Le vide de pouvoir qui s'est alors créé a profité à certains groupes criminels non parties à l'accord, favorisant le maintien d'une économie criminelle.

C'est notamment le cas de la ville portuaire de Tumaco, désormais contrôlée par les Urabeños. Frontalière de l'Équateur, elle symbolise une forme de « passation de pouvoir » entre les FARC et les autres groupes criminels colombiens. L'intérêt de la zone est double. Premièrement, la ville se trouve dans le sud-ouest du pays, c'est-à-dire dans des provinces particulièrement propices à la culture de coca : selon la département d'Etat américain, entre 2014 et 2015, le nombre d'hectares cultivé a bondi entre +11% et +116% selon les départements. Le second intérêt réside dans le port de la ville, particulièrement perméable et qui offre aux trafiquants la possibilité d'expédier leurs drogues vers le Nord ou l'Europe : le positionnement stratégique de la zone pour le crime organisé est clairement établie.

Les groupes se substituant aux FARC dans le contrôle de l'économie criminelle sont principalement les BACRIM (« BAndas CRIMinales ») et d'autres groupes insurgés tels que l'ELN (Armée de Libération Nationale). Depuis les accords de paix en date du 24 novembre 2016), ces deux acteurs gagnent même constamment en puissance. Tumaco est ainsi aux mains des Urabeños, la plus redoutable des BACRIM.





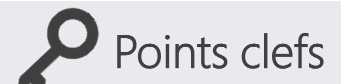
Dans le mouvement de transition post-conflit, ce mouvement s'accompagne d'un phénomène de « recyclage » de certains fronts FARC désireux de continuer leurs activités criminelles. Une telle évolution confirme les études qui prévoyaient que la démobilisation des FARC ne se ferait que de manière incomplète et verrait certains « dissidents » rejoindre d'autres groupes criminels (ELN, BACRIM, organisations étrangères) : le crime organisé se remodèle. Une telle réorganisation pourrait également avoir un impact sur les pays frontaliers comme le Venezuela, base arrière des FARC et dont la crise actuelle fragilise les structures, mais aussi l'Équateur.

La situation n'est d'ailleurs pas sans rappeler la « jurisprudence AUC ». Les Autodéfenses Unies de Colombie furent dans les années 1990 le plus puissant des groupes paramilitaires et de narcotrafiquants. Leur démobilisation en 2006, après accords négociés avec le gouvernement, n'a toutefois pas eu l'effet escompté et a vu un nombre significatif de membres disparaître pour former ce qui deviendra les BACRIM.

L'hypothèse d'une démobilisation ratée des FARC n'est pas à exclure et la fragmentation des groupes insurgés et criminels qui en résulterait pourrait contribuer à élever le niveau de violence en Colombie mais aussi à l'échelon régional.

A lire également

- En Amérique latine, la corruption n'a pas de couleur (politique) : http://www.lemonde.fr/decryptages/article/2016/03/10/en-amerique-latine-la-corruption-n-est-ni-de-droite-ni-de-gauche_4880151_1668393.html
- Rapport de la Fundación Ideas para la Paz sur les scénarios du post-conflit: : http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6167-los-cinco-retos-de-las-economias-criminales-para-el-postconflicto
- Emergence de fronts FARC (Frente Primero) dissidents dans la zone amazonienne: http://www.elespectador.com/noticias/judicial/alta-amazonia-amenazada-disidentes-de-farc-articulo-655174
- Déclaration du président Santos sur le remodelage du crime organisé colombien : http://es.presidencia.gov.co/discursos/160818-Declaracion-del-Presidente-Juan-Manuel-Santos-al-termino-del-Consejo-de-Seguridad-en-el-departamento-de-Narino



Points clefs

- 9 avril 1948 : « El Bogotazo », ou le jour où le chef du parti libéral colombien Jorge Eliécer Gaitán est assassiné. Cet événement marque le début de la période de « La Violencia », prélude du conflit armé actuel.
- Années 1960 : création des premières guérillas marxistes (originellement des milices d'autodéfense paysannes) ancêtres des FARC.
- Année 1980 : en réaction, mise en place de groupes paramilitaires de type contre-insurrectionnel pour détruire les guérillas que l'État ne parvient pas à défaire durablement.
- 2006 : démobilisation des Autodéfenses Unies de Colombie (paramilitaires).
- 26 septembre 2016 : signature de « l'Accord général pour l'arrêt du conflit et pour la construction d'une paix stable et durable ».
- 3 octobre 2016 : victoire du « Non » au référendum proposant d'entériner l'accord.



Odebrecht : le plus grand scandale de corruption de l'histoire en Amérique latine



Joanna PICO - Comité Amérique latine ANAJ-IHEDN



31 août 2016. La présidente brésilienne Dilma Rousseff est destituée, emportée par un scandale de corruption sans précédent dans l'histoire du pays. L'opération « Lava Jato » (« lavage express »), lancée par la police fédérale brésilienne en 2013, dévoile un réseau criminel de blanchiment de capitaux et de pots-de-vin qui touche les plus hautes sphères politiques et les plus puissants conglomérats industriels. Le cas phare de l'enquête est celui de la relation entre Petrobras (compagnie étatique de pétrole) et Odebrecht (géant brésilien du bâtiment et des travaux publics). Odebrecht est accusé d'avoir versé une commission aux cadres de la compagnie pétrolière pour chaque contrat public. La colère du peuple, déjà exacerbée entre autres par les dépenses colossales du gouvernement dans le cadre de la Coupe du monde de football (2014) et les Jeux olympiques (2016), atteint son paroxysme avec les manifestations de mars 2016 qui ont vu défiler 1,4 million de personnes dans la seule ville de São Paulo. La contestation populaire ne désenflant pas, le Sénat est contraint de voter une mesure d'impeachment à l'encontre de la présidente Rousseff. Ces faits, très médiatiques, ne sont cependant que la partie émergée de l'iceberg.

En effet, en décembre 2016, quatre mois après ce séisme politique au Brésil, le Département de la Justice américain (DoJ) annonce que le groupe Odebrecht devra payer une amende de 3,5 milliards d'USD. Marcelo Odebrecht, P.-D.G. du groupe, a admis avoir « exporté le modèle économique » brésilien de pots-de-vin et de blanchiment d'argent dans 10 autres « exporté le modèle économique » brésilien de pots-de-vin et de blanchiment d'argent dans 10 autres pays d'Amérique latine au cours des 15 dernières années. Environ 788 millions d'USD ont ainsi été versés aux fonctionnaires de 10 pays de la région afin d'obtenir de juteux contrats d'infrastructures. À chaque fois, le modus operandi était le même : Odebrecht obtenait les appels d'offre grâce des prix très compétitifs. Ensuite, le groupe s'assurait une augmentation substantielle des coûts par des addenda au contrat, en s'appuyant sur la complaisance de fonctionnaires corrompus.

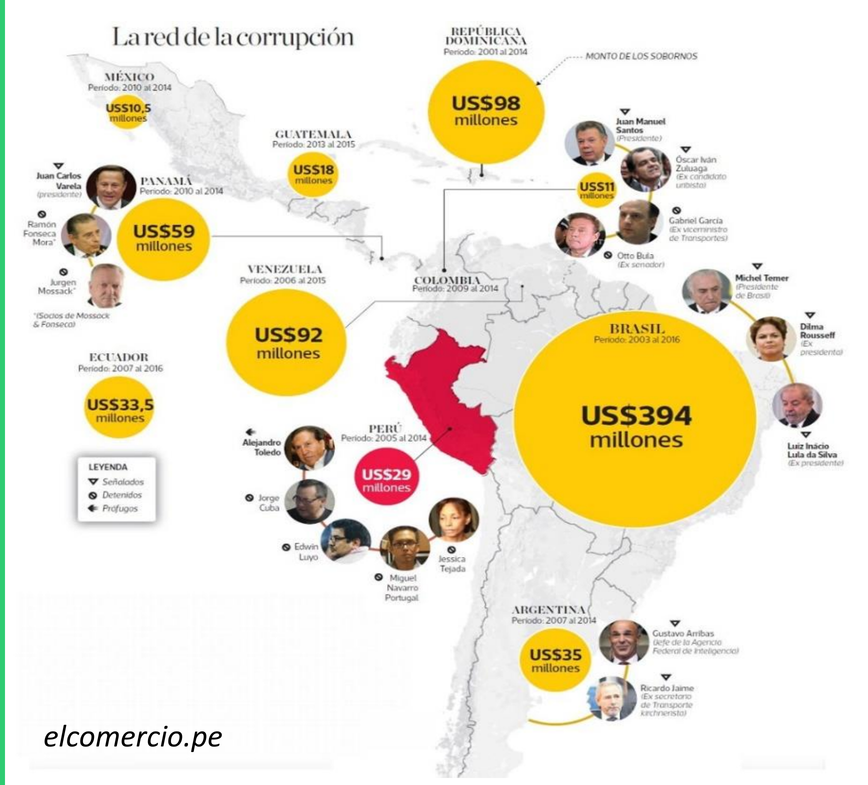
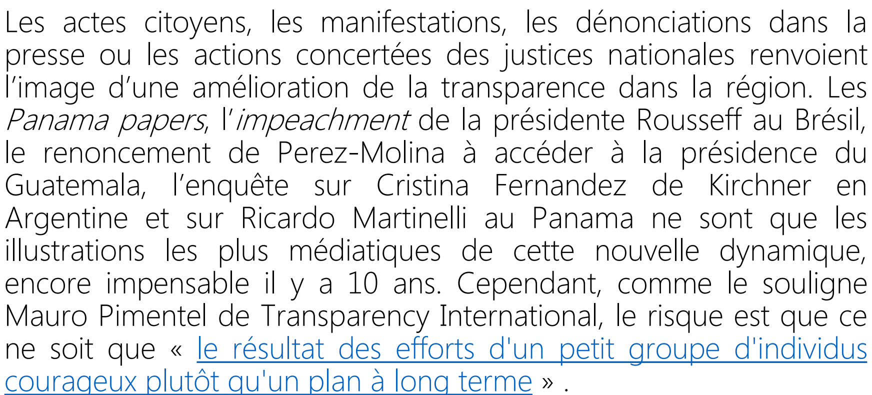
Le système est très efficace, selon l'économiste espagnol José Luis Guasch (Banque mondiale) : 78% des œuvres d'infrastructure en matière de transport sont aujourd'hui renégociées en Amérique latine.

Actuellement, ce sont plusieurs ex-présidents, ex-ministres, sénateurs et conseillers qui se trouvent déjà incarcérés, ou bien sont mis en examen au Brésil, en Colombie, au Pérou et au Panama. L'ancien président péruvien Alejandro Toledo est, quant à lui, toujours en fuite. Les gouvernements argentin, mexicain, guatémaltèque, vénézuélien, dominicain et équatorien sont déjà « en contact » avec le parquet brésilien et le DoJ afin de prendre les mesures nécessaires contre Odebrecht et les fonctionnaires complices d'escroquerie.

La boîte de Pandore a été ouverte en Amérique latine, qualifiée par la justice des États-Unis de « plus grand cas de l'histoire de pots-de-vin à l'étranger » . Cependant, cette affaire a eu un impact positif : les peuples d'Amérique latine se mobilisent et demandent des comptes à leurs représentants sur l'utilisation de l'argent public.





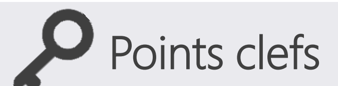
elcomercio.pe

Les actes citoyens, les manifestations, les dénonciations dans la presse ou les actions concertées des justices nationales renvoient l'image d'une amélioration de la transparence dans la région. Les *Panama papers*, l'*impeachment* de la présidente Rousseff au Brésil, le renoncement de Perez-Molina à accéder à la présidence du Guatemala, l'enquête sur Cristina Fernandez de Kirchner en Argentine et sur Ricardo Martinelli au Panama ne sont que les illustrations les plus médiatiques de cette nouvelle dynamique, encore impensable il y a 10 ans. Cependant, comme le souligne Mauro Pimentel de Transparency International, le risque est que ce ne soit que « le résultat des efforts d'un petit groupe d'individus courageux plutôt qu'un plan à long terme » .



A lire également

- ¿Qué es el caso Odebrecht?: claves para entender el millonario escándalo de corrupción: www.elespectador.com/noticias/judicial/que-es-el-caso-odebrecht-claves-para-entender-el-millonario-escandalo-de-corrupcion-articulo-678886
- The Odebrecht scandal brings hope of reform: http://www.economist.com/news/americas/21716105-revelations-wholesale-bribery-may-mark-turning-point-latin-americas-battle-against
- Americas: Sometimes bad news is good news: http://www.transparency.org/news/feature/americas_sometimes_bad_news_is_good_news
- 2016: el año de la corrupción en América Latina: http://www.elespectador.com/noticias/elmundo/2016-el-ano-de-corrupcion-america-latina-articulo-672237



Points clefs

- Avec près de 40 milliards d'USD de chiffre d'affaire en 2015 (selon le rapport annuel 2015-2016 de la compagnie), Odebrecht est la plus grande compagnie de travaux publics d'Amérique latine, ses activités concernent : les lignes de métro (Argentine), le dragage fluvial (Colombie), les centrales hydroélectriques (Pérou) et thermoélectriques (République dominicaine), le réseau routier (Equateur), les ports (Cuba), les aéroports (Panama), entre autres.
- Son PDG, Marcelo Odebrecht, et 77 cadres décident de coopérer avec la justice américaine afin d'obtenir des réductions de peines. L'accord de 3,5 milliards d'USD était l'amende pour corruption la plus élevée de l'histoire de la *U.S Security and Exchange Commission (SEC)* infligée à une compagnie privée. Pourtant, le montant a payé aux États-Unis a dû être révisé à la baisse (93 millions d'USD au lieu de 260 millions) le 11 avril 2017. La capacité de paiement de la compagnie a été compromis puisque de nombreux de contrats d'infrastructure ont été annulé en Colombie, Panamá et Pérou à cause du scandale.
- L'amende sera payée au Brésil, aux Etats-Unis et à la Suisse sur une période de 23 ans. Aucune compensation n'est pour l'instant prévue pour les pays directement victimes des irrégularités commises sur leur sol.



Argentine du président Macri : la « Révolution de la joie » aura-t-elle lieu ?



Marianne DELARUE – Comité Amérique Latine ANAJ-IHEDN



Candidat, Mauricio Macri avait brandi l'argument du renouveau avec son slogan « Cambiemos » (Changeons) , promettant même une « Révolution de la joie ». Alors qu'il est aujourd'hui président, la désillusion est grande, notamment en ce qui concerne les promesses de transparence.

« *¡Estoy harto!* » (J'en ai marre !). Tel était le titre d'une tirade de Pepe Cibrián, incontournable metteur en scène argentin, sur son mur Facebook le 20 février 2017, en réaction tant aux récentes affaires touchant le chef de l'Etat qu'aux difficultés économiques et sociales persistantes dans son pays. Corruption des élus, chômage des jeunes, vie culturelle en berne : tout (ou presque) y était remis en question, le cinéaste mettant notamment en exergue les promesses de campagne non tenues, voire les mensonges si récurrents dans le système politique argentin d'aujourd'hui.

S'agit-il d'une réaction marginale ou du reflet d'un mécontentement général ? A n'en pas douter, ce message a fait écho aux nombreux hartazgos[1] déçus par la présidence de Mauricio Macri, qui avait promis à ses électeurs, dont Pepe Cibrián avoue avoir fait partie, une plus grande transparence de l'appareil d'Etat en opposition directe aux années Kirchner (présidence de Nestor Kirchner de 2003 à 2007, puis de sa femme Cristina Fernández de Kirchner de 2007 à 2015). M. Macri avait notamment déclaré dans son discours d'investiture qu'il ne tolèrerait pas le recours aux institutions pour un avantage personnel, faisant allusion aux nombreuses affaires de corruption dans le pays.

Or, les récents événements tendent à ternir ces grands principes, qui représentaient pourtant un point saillant du programme de Mauricio Macri. Les premiers soupçons ont démarré en avril 2016 avec la révélation de sa possible implication dans le scandale des Panama Papers. Le président avait dû répondre à la justice au sujet d'une société écran basée aux Bahamas, qu'il avait dirigée jusqu'en 2008. Cependant, c'est en janvier 2017 que des soupçons de conflits d'intérêts ont commencé à ternir véritablement l'image du chef de l'Etat. Le gouvernement avait en effet accepté, par un accord, de renégocier le montant d'une dette vieille de quinze ans détenue par la Poste argentine, autrefois propriété du Groupe Socma, et appartenant toujours au père du président, Franco Macri (le groupe de Franco Macri avait racheté cette dernière en 1997 lors de sa privatisation, elle avait ensuite été mise en faillite en 2002 puis renationalisée). En mars 2017, une nouvelle enquête a été ouverte à propos d'un possible favoritisme au profit d'une compagnie aérienne colombienne, Avianca, également propriété du Groupe Macri. Le gouvernement avait en effet accordé la gestion de 14 lignes aériennes à cette société, au détriment de la compagnie aérienne nationale, Aerolíneas Argentinas, nationalisée en 2008 par le gouvernement de Cristina Kirchner.



Ces deux événements successifs, auxquels s'ajoute la récente découverte de l'implication du cousin du président, Angelo Calcaterra, dans l'affaire Odebrecht remettent en cause la posture irréprochable que ce dernier entend incarner.

De tels trafics d'influence ne concernent pas uniquement la sphère présidentielle et l'administration centrale. : les administrations décentralisées – notamment les provinces notamment – sont également touchées. L'affaire de la dissidente Milagro Sala, célèbre activiste du mouvement Túpac Amaru (groupement politique originaire de la province de Jujuy ayant vocation à rassembler de nombreuses minorités, en particulier les communautés indigènes), constitue un exemple de vices de procédures à la faveur du gouvernement de la province de Jujuy. En effet, cette dirigeante sociale, accusée de détournement de fonds publics qu'elle recevait autrefois de l'ancien gouverneur, proche du kirchnérisme, a été placée en détention préventive depuis désormais plus d'un an. Le non-respect de la présomption d'innocence à l'encontre de Milagro Sala laisse penser à une politisation malsaine du milieu judiciaire, pourtant réputé indépendant.

En fait, nombreux sont les services institutionnels atteints par ce fléau, du milieu pénitentiaire et jusqu'aux renseignements. Malgré la promesse faite devant le Congrès par le président Macri, le 1er mars 2017, les mesures pour renforcer les mécanismes de prévention de conflits d'intérêts n'ont pas encore vu le jour, ce qui fait grandir le mécontentement de la société argentine sur fond de marasme économique et sociétal. Pepe Cibrián nous rappelle en effet les multiples facteurs (économie instable, baisse du pouvoir d'achat, inflation galopante, etc.) qui font descendre dans la rue des piquetes[2] par milliers[3], sans faiblir, depuis quelques semaines. Ces manifestants représentent parfois des pans entiers de la société comme les enseignants mais dénoncent également les hausses des prix du gaz, de l'eau et de l'électricité.

La « révolution de la joie » tant promise est encore loin et ces nombreuses affaires ne sont pas sans rappeler que la corruption reste un véritable fléau national, voire régional comme le démontre la situation du voisin brésilien.



A lire également

- Cronología del conflicto minero en Bolivia con la peor violencia en años : http://www.la-razon.com/nacional/Cronologia-conflicto-minero-Bolivia-violencia_0_2552744775.html
- Video muestra que Illanes fue presionado y rogó por su vida: http://www.eldeber.com.bo/bolivia/video-muestra-illanes-presionado-y.html
- Bolivia: Mineros lanzan dinamita contra Ministerio de Gobierno: http://elcomercio.pe/mundo/latinoamerica/bolivia-mineros-lanzan-dinamita-contra-ministerio-gobierno-noticia-1827774

[1] Désigne une personne encline à la saturation, à l'indigestion ou à la lassitude. Il n'existe pas d'équivalent en français.

[2] Désigne les manifestants et leurs piquets de grève (hacer piquetes).

[3] Ces manifestants représentent parfois des pans entiers de la société. Le plus bel exemple est celui des enseignants : « Los docentes vuelven a parar hoy en provincia y prevén más protestas ». Des manifestations ont également lieu pour dénoncer les hausses des prix du gaz, de l'eau et de l'électricité.



Points clefs

- Novembre 2015 : élection à 51,3% de Mauricio Macri à la tête d'une coalition de centre-droit libérale appelée Cambiemos. Lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2015, le Propuesta Republicana (PRO, parti de Mauricio Macri), la Unión Cívica Radical (UCR, parti sociolibéral radical) et la Coalición Cívica (ARI, parti de centre-droit pour une république égalitaire) ont formé une alliance pour faire face au candidat soutenu par la présidente sortante Cristina Kirchner. A l'issue des primaires de cette coalition, Mauricio Macri a été élu pour faire campagne.



« Los corridos de los jefes » : l'expression de la narco-culture au Mexique.



Ulrich Bounat et Mathieu Masmont - Comité Amérique latine ANAJ-IHEDN



tbn3.gstatic.com

Dans les rues chaudes et endiablées du Nord mexicain, résonnent les « corridos », balades populaire narrative et poétique. Connues de tous, elles sont apprises et adulées par l'ensemble de la population. Tout comme l'économie ou la politique, la culture s'est peu à peu imprégnée du phénomène du narcotrafic et c'est ainsi que les « narco-corridos » sont apparus et se sont installés comme un genre musical à part entière.

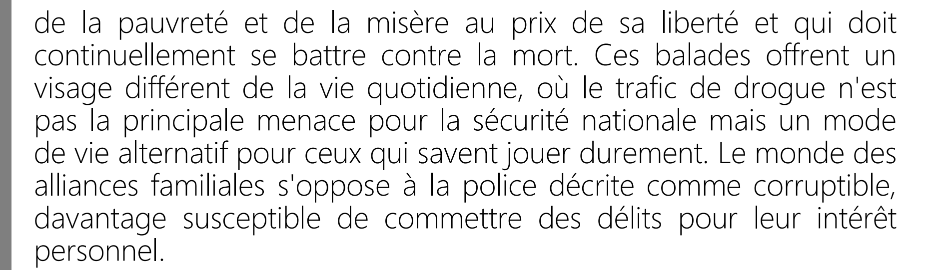
Les « corridos » constituent une tradition culturelle et musicale mexicaine. Ces balades chantaient initialement les « fugitivos revolucionarios » puis, à partir de 1925, les « tequileros », ces cowboys qui menaient de vastes troupeaux vers les États-Unis, devenus de véritables contrebandiers d'alcool durant la Prohibition. Après la tequila est venu le temps de la marijuana dans les années 1960, puis l'ère du trafic de cocaïne à partir des années 1970 et l'avènement des cartels drogue au début des années 1990.

Le « narcocorrido » est bien un genre musical hérité de la Révolution. Il est devenu aujourd'hui un moyen, pour le crime organisé mexicain, de véhiculer la vie et les œuvres des narcotrafiquants, auprès des populations pauvres originaires, de manière générale, des zones rurales et des régions du nord du pays.

Ainsi, de la même manière que les corridos racontent les événements historiques de la période révolutionnaire, les narcocorridos relatent les exploits de ces chefs criminels au rythme du polka, le fameux accordéon, instrument principal dans la musique du nord du Mexique. Si la thématique des corridos se concentrait sur les révolutionnaires et les bandits à cheval, celle des narcocorridos fait l'apologie des trafiquants et des camions chargés de drogue, exaltant quiconque est en marge de la loi. Les narcocorridos sont avant tout des chroniques d'aventures, de destin, de trahison, d'adversité, d'amour, dévoilant les péripéties de ces hommes aux multiples facettes. Bien plus qu'une description folklorique du trafic de drogue et de ses protagonistes, les narcocorridos diffusent des morales, des valeurs, mais surtout des destinées, des changements sociaux possibles pour tous. Le narcotrafiquant est peint comme un homme viril, courageux, implacable avec les traîtres mais aussi généreux avec ses amis, qui a surtout réussi à sortir







de la pauvreté et de la misère au prix de sa liberté et qui doit continuellement se battre contre la mort. Ces balades offrent un visage différent de la vie quotidienne, où le trafic de drogue n'est pas la principale menace pour la sécurité nationale mais un mode de vie alternatif pour ceux qui savent jouer durement. Le monde des alliances familiales s'oppose à la police décrite comme corruptible, davantage susceptible de commettre des délits pour leur intérêt personnel.

Que ce soit Los Tigres del Norte, Los Tucanes de Tijuana ou Los Pumas del Norte, pour les groupes les plus renommés, l'objectif est d'imprégner les consciences d'une certaine philosophie de vie par rapport à la réussite sociale, la vie, la mort… L'impact sur les mentalités est considérable dans la mesure où nombre de jeunes perçoivent « los capos » (cadres de cartel) comme des héros et la vie de narcotrafiquant comme une alternative viable pour survivre économiquement, tout en se sentant invulnérable face à la loi. Les autorités de nombreux Etats mexicains tels que la Basse Californie, le Sinaloa ou encore le Tamaulipas, ont interdit la diffusion des narcocorridos à la radio ou à la télévision et arrêtée bon nombre de chanteurs, revitalisant le système de censure pourtant éradiqué avec l'avènement de la démocratie dans le pays.

Cette narco-musique s'intègre plus globalement dans la très influente narco-culture qui s'étend au domaine cinématographique, vestimentaire ou encore artistique. Elle touche toutes les strates de la société (notamment la classe aisée), voir la sphère intime, par un culte religieux rendu à la Santa Muerte, protectrice de la mort, et à Jesús Malverde, le patron des narcotrafiquants.

En outre, les narcocorridos reflètent la crise économique et les disparités sociales exacerbées. Ils traduisent une forme de révolte contre le système politique hérité de la Révolution, qui offre peu de perspective à la jeunesse et a fait de la corruption et de l'impunité les piliers de sa survie. Enfin, les narcocorridos peuvent également être vus comme la voix et le cri d'une jeunesse mexicaine délaissée qui perçoit le narcotrafic une perspective d'évolution sociale.

- Une description du style narcocorridos : http://www.excelsior.com.mx/nacional/2015/03/13/1013124 (espagnol)
- Une analyse sur l'influence des narcocorridos : http://www.lepoint.fr/archives/article.php/209155 (français)
- La guerre contre les narcocorridos : http://www.cyberpresse.ca/international/amerique-latine/201105/26/01-4402938-la-guerre-aux-narcocorridos.php (français)
- Comprendre la composition d'un narcocorrido: http://www.lasiega.org/entrega2/entrega2_9.pdf (espagnol)
- La narco-culture au Mexique: http://clubdumillenaire.fr/2012/03/violence-et-narcotrafic-influence-sur-la-societe-et-reactions-etatiques/ (français)

Points clefs

- Les corridos sont des balades principalement écoutées dans le nord du Mexique. Ils s'appuient sur la tradition musicale mexicaine des balades.
- Ces balades chantaient initialement les exploits des révolutionnaires mexicains. Elles existent depuis 1910.
- A partir de 1970, elles racontaient les exploits des trafiquants d'alcool puis, à partir de 1990, ceux des narcotrafiquants.
- Los Tigres del Norte et Los Tucanes de Tijuana, sont les deux groupes les plus renommés.
- Refrain classique d'un narcocorrido : « Por ambición al dinero me metí al contrabando, no soporté la pobreza las promesas me cansaron » (« Par désir de richesse je suis devenu contrebandier, je n'ai pas supporté la pauvreté, les promesses m'ont fatigué »).



La mort du vice-ministre bolivien Illanes : la conclusion d'une négociation désastreuse



Aurélien DERVAUX - Comité Amérique latine ANAJ-IHEDN


cholitaswrestling.blogspot.com

Le 25 août 2016, le vice-ministre de l'Intérieur bolivien, Rodolfo Illanes, est assassiné par des mineurs près de La Paz. Cette information a été peu traitée par les médias français. Il convient donc d'apporter un éclairage sur un tel niveau de violence de la part des mineurs boliviens.

Revenons à la genèse du conflit. Le 10 août 2016, plusieurs milliers de mineurs rassemblés en coopératives bloquent les routes – les fameux « bloqueos » – pour protester contre l'approbation par le Congrès d'une réforme de la loi des coopératives. Cette réforme permet aux syndicats d'être représentés au sein de ces organisations. Le conflit s'intensifie avec l'arrestation de 113 mineurs et la prise en otage de 46 agents de police par les manifestants. Le 25 août, le vice-ministre de l'Intérieur, Rodolfo Illanes, est envoyé par le gouvernement pour tenter de négocier avec les mineurs alors que le conflit dure depuis plus de deux semaines. Face à l'attitude du gouvernement qui exige que les routes soient d'abord débloquées avant de reprendre le dialogue, Rodolfo Illanes est alors séquestré par les mineurs.

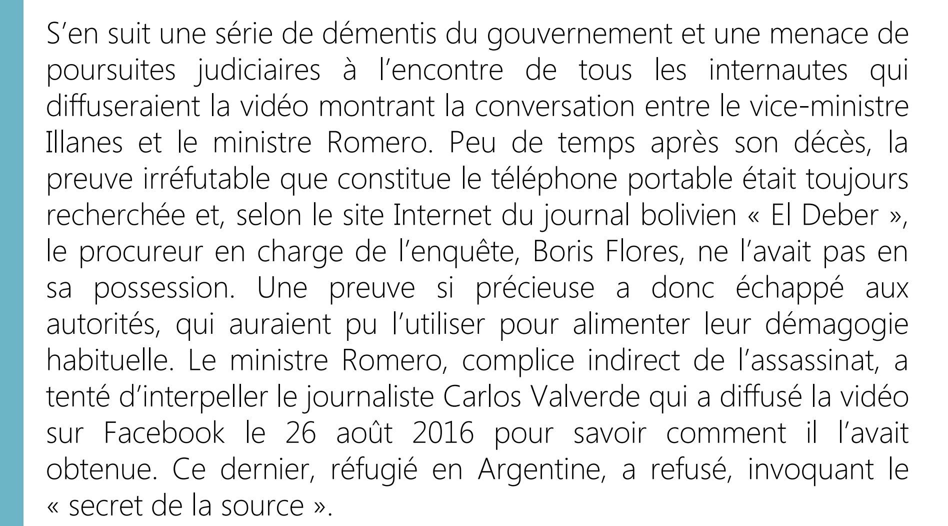
C'est à ce moment-là que l'affaire Illanes devient intéressante. Les mineurs battent à mort le vice-ministre. La nouvelle peut paraître choquante si l'on omet les détails de la négociation.

Le vice-ministre a été envoyé à Panduro sans escorte significative, alors que les mineurs sont réputés pour leur manière brutale de répondre à la répression policière. En effet, ils lancent notamment des bâtons de dynamite attachés à une pierre sur les forces de l'ordre. Les forces armées boliviennes comptent 34 078 hommes[1] : n'étaient-ils point disponibles pour escorter un vice-ministre que l'on envoie dans une zone de conflit ?

Au cours de la séquestration du vice-ministre de l'Intérieur, les mineurs ont lancé un dernier appel à la négociation au gouvernement en demandant au vice-ministre Illanes d'appeler Carlos Romero, ministre du Gouvernement[2], afin de réclamer la libération des dix détenus et l'arrêt de la répression policière. Une vidéo, filmée sur le téléphone portable du vice-ministre, le montre clairement en train de prier le ministre Romero d'accéder aux revendications des mineurs. L'appel à l'aide du vice-ministre Illanes semble avoir été ignoré par le ministre Romero tout comme les revendications des mineurs. Face à l'absence de réaction du gouvernement, les mineurs décident d'exécuter leur menace et assassinent le vice-ministre Illanes.







S'en suit une série de démentis du gouvernement et une menace de poursuites judiciaires à l'encontre de tous les internautes qui diffuseraient la vidéo montrant la conversation entre le vice-ministre Illanes et le ministre Romero. Peu de temps après son décès, la preuve irréfutable que constitue le téléphone portable était toujours recherchée et, selon le site Internet du journal bolivien « El Deber », le procureur en charge de l'enquête, Boris Flores, ne l'avait pas en sa possession. Une preuve si précieuse a donc échappé aux autorités, qui auraient pu l'utiliser pour alimenter leur démagogie habituelle. Le ministre Romero, complice indirect de l'assassinat, a tenté d'interpeller le journaliste Carlos Valverde qui a diffusé la vidéo sur Facebook le 26 août 2016 pour savoir comment il l'avait obtenue. Ce dernier, réfugié en Argentine, a refusé, invoquant le « secret de la source ».

Cette dernière affaire – dont la vérité semble encore loin d'éclater – affaiblit davantage le MAS (Movimiento Al Socialismo, parti du président Morales) qui croule sous les affaires de corruption, de détournement de fonds publics et d'affaires plus que douteuses. L'élection présidentielle en 2019 s'annonce riche en rebondissements.

Références:

[1] Marcela Donadio, Atlas Comparativo de la Defensa en América Latina y Caribe, RESDAL – Red de Seguridad y Defensa de America Latina, 2016.

[2] Selon son site Internet officiel, le ministre du Gouvernement a pour missions de mettre en place des politiques publiques en matière de sécurité intérieure et d'assurer le plein exercice des droits de la population bolivienne.



A lire également

- Cronología del conflicto minero en Bolivia con la peor violencia en años : http://www.la-razon.com/nacional/Cronologia-conflicto-minero-Bolivia-violencia_0_2552744775.html
- Video muestra que Illanes fue presionado y rogó por su vida: http://www.eldeber.com.bo/bolivia/video-muestra-illanes-presionado-y.html
- Bolivia: Mineros lanzan dinamita contra Ministerio de Gobierno: http://elcomercio.pe/mundo/latinoamerica/bolivia-mineros-lanzan-dinamita-contra-ministerio-gobierno-noticia-1827774



Points clefs

Chronologie détaillée du conflit

- 10 août 2016 : blocages des routes autour de La Paz par les coopératives de mineurs contre la réforme de la loi des coopératives. Arrestation de 113 mineurs et prise en otage de 46 policiers.
- 11 août : mineurs et otages relâchés.
- 12 août : trêve des mineurs et ouverture des négociations avec le gouvernement.
- 13 août : arrestation de 10 mineurs pour coups et blessures à l'encontre des policiers.
- 15 août : ultimatum de 48 h lancé par la Fédération des coopératives de mineurs de La Paz pour la remise en liberté des détenus.
- 19 août : promulgation de la réforme par le président Evo Morales.
- 23 août : reprise des blocages.
- 24 août : mort de deux mineurs.
- 25 août : tentative de négociation par le vice-ministre Rodolfo Illanes. Ce dernier est séquestré et battu à mort par les mineurs.





Avertissement

Numéro ISSN : 2495 – 4675

Directeur de publication : Ingrid Lamri
Rédacteurs en chef : Alexandre Barthès, Pierre Marey-Semper

ANAJ-IHEDN
1, place Joffre
Case 41
75007

www.anaj-ihedn.org

Retrouvez toutes les publications de l'ANAJ-IHEDN sur

http://www.anaj-ihedn.org/category/actualites/publications-revues/

